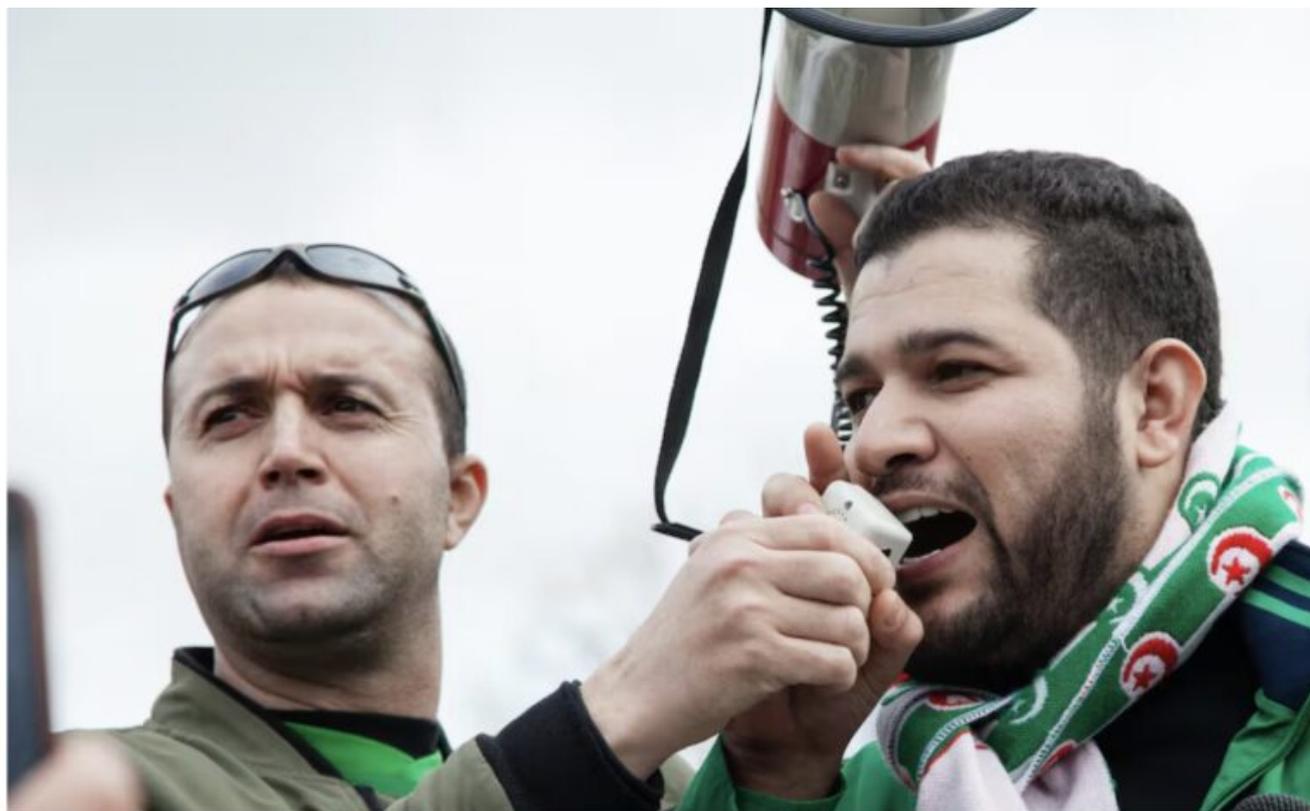


Macron se couche devant Tebboune ? Un juge français prend le relais !

écrit par Juvénal de Lyon | 10 août 2025





Quand Macron se couche devant Tebboune, un juge français prend le relais. La « République des Juges » fait parfois du bon boulot (comme disait Fabius parlant d'Al Nosra). Inouï !!!

Assistons-nous à un début d'affaire d'Etat ? Je reçois à l'instant relayée par le site info marocain cette info parue dans Le Monde.

Juvéna

Une affaire d'Etat : la justice française émet un mandat d'arrêt international contre un haut « diplomate » algérien...

La justice française a émis un mandat d'arrêt international contre l'ancien premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie à Paris, Salaheddine Selloum, accusé d'avoir participé à l'enlèvement de l'opposant Amir DZ (voir photo ci-dessus, célèbre youtubeur et opposant algérien réfugié en France) sur le sol français. De quoi

jeter un peu plus la lumière sur les méthodes mafieuses du régime d'Alger, dont la répression ne connaît pas de frontières, et propulser la crise franco-algérienne à un niveau de tension

La crise franco-algérienne vient de franchir un nouveau palier explosif. Un juge français a émis un mandat d'arrêt international contre Salaheddine Selloum, ancien premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie à Paris, pour sa participation à une «association de malfaiteurs terroriste» en vue de préparer un ou plusieurs crimes. L'affaire, d'une gravité extrême, met à nu les pratiques opaques et brutales des services secrets algériens opérant en territoire français.

Le mandat d'arrêt a été délivré le 25 juillet dernier, mais il n'a été rendu public que ce samedi 9 août par le quotidien [Le Monde](#).

Nous sommes au lendemain du chapitre inédit du conflit désormais ouvert entre la France et l'Algérie, dont l'auteur n'est autre que le président Emmanuel Macron. Face au mépris affiché par le régime voisin vis-à-vis de Paris sur les questions migratoires et sécuritaires, [et dans une lettre adressée au Premier ministre et publiée mercredi 6 août par le quotidien *Le Figaro*](#), le président français a appelé à «des décisions supplémentaires» et à «agir avec plus de fermeté et de détermination» envers le pouvoir algérien.

Parmi ces mesures, la suspension officielle de l'accord de 2013 relatif à l'exemption de visa pour les passeports officiels et diplomatiques et l'activation «immédiate» du levier visa-réadmission (LVR) qui permet de refuser les visas de court séjour aux détenteurs de passeports de service et diplomatiques. Mieux, la mesure vaut également pour les visas de long séjour «à tous types de demandeurs». Le tout, en appelant Bruno Retailleau à sensibiliser ses collègues européens à ne pas permettre aux Algériens ciblés par les nouvelles mesures de les contourner par les pays de l'espace Schengen. Des décisions contre lesquels **la diplomatie algérienne a réagi par un long et bien creux communiqué...et en mettant fin à la mise à disposition, à titre gracieux, de biens immobiliers au profit de l'ambassade de France en Algérie.**

La nouvelle du mandat d'arrêt s'inscrit dans cette même logique de fermeté française insufflée par le sommet de l'Etat français et contre laquelle le pouvoir algérien balbutie. Citant une source diplomatique à Paris, *Le Monde* souligne que Salaheddine Selloum est directement impliqué dans l'enlèvement, en avril 2024, d'Amir Boukhors, alias Amir DZ, célèbre youtubeur et opposant algérien réfugié en France. Ce dernier est connu pour ses révélations ciblant la corruption et les abus des dirigeants algériens.

Tout a commencé le 29 avril 2024, à proximité de son domicile du Val-de-Marne, quand Amir DZ est intercepté par quatre hommes en civil, dont deux arborent un

brassard orange de police. Menotté, embarqué dans une Renault Clio noire équipée d'un gyrophare, il est tout bonnement enlevé. Le «*contrôle policier*» se révèle être une opération de kidnapping orchestrée par des professionnels, dont l'un indique à la victime qu'un «*responsable algérien*» souhaite le voir. Drogue, séquestration dans un préfabriqué, interrogatoires. L'opposant passe vingt-sept heures entre les mains de ses ravisseurs, avant d'être abandonné en bordure d'une forêt. Le mystérieux «*responsable*» ne se montrera jamais.

Longtemps poussive, l'enquête bascule en février 2025 lorsque la brigade criminelle et la DGSI établissent que le statut diplomatique de Selloum n'était qu'une couverture pour ses activités réelles. Celles d'un agent des services de sécurité extérieure algériens. Les bornages téléphoniques démontrent sa présence répétée près des lieux fréquentés par Amir DZ dans les semaines précédant l'enlèvement, confirmant des missions de repérage. Les enquêteurs établissent qu'il a été en contact constant, durant la séquestration, avec les membres du commando, parmi lesquels figure un agent du consulat algérien de Créteil, arrêté le 8 avril 2025 par la police française. Selloum a d'ailleurs quitté la France le 1er mai 2024, le jour même de la libération d'Amir DZ.

Tebboune directement impliqué

En émettant ce mandat d'arrêt international assorti d'une diffusion mondiale, la justice française joint de nouveaux actes aux paroles, sonnant la fin de la récréation. **Les opérations clandestines et illégales du régime d'Alger ne bénéficieront plus de l'impunité diplomatique.** Pour l'heure, l'ancien premier secrétaire de l'ambassade d'Algérie à Paris échappe aux mains de la justice française. Mais son nom est désormais gravé dans le dossier noir des méthodes mafieuses du régime algérien, ouvertement accusé d'exporter ses intimidations et enlèvements sur le sol européen.

Cette nouvelle affaire torpille toute perspective de relâchement de la tension entre la France et l'Algérie d'Abdelmadjid Tebboune. La crise, qui avait déjà pris corps à l'été 2024, lorsque Emmanuel Macron avait reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara, et s'est aggravée avec l'arrestation à Alger de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, n'est pas près de s'éteindre.

L'affaire Selloum n'est d'ailleurs que la partie émergée d'un iceberg. Comme le révélait [Le Journal du Dimanche](#) le 10 mai, les méthodes employées contre Amir DZ s'inscrivent dans une longue série d'opérations clandestines visant à neutraliser les opposants, en France, en Espagne et ailleurs. Avant lui, d'autres figures de la diaspora, comme les journalistes Abdou Semmar ou Hichem Aboud, ont été la cible d'agressions, de tentatives d'enlèvement ou de campagnes d'intimidation orchestrées depuis Alger.

En Algérie même, la répression est massive. Près de 250 prisonniers d'opinion (journalistes, poètes, écrivains ou militants) croupissent derrière les barreaux pour des accusations fantaisistes comme «financement du terrorisme» ou «atteinte à la sécurité de l'État». Tous ont en commun leur opposition à Abdelmadjid Tebboune et à la junte qui l'a porté au pouvoir.

Le JDD a levé le voile sur le rôle direct du président dans cette traque. Depuis son arrivée à El Mouradia, Tebboune a fait de la neutralisation des voix dissidentes, par tous les moyens, une obsession personnelle. Sa haine envers Amir DZ remonte à 2021, lorsque le youtubeur a mis en cause la Première dame et son fils dans des affaires de corruption et de trafic de cocaïne dans l'affaire dite Kamel El Bouchi. **Échec après échec judiciaire, Tebboune aurait donné ordre à ses services de «régler le problème» en dehors de tout cadre légal.**

Ces basses œuvres sont confiées à un cercle restreint d'hommes de confiance et leurs sbires: le général Rochdi Fethi Moussaoui alias «Sadek», patron de la DGDSE, Mohamed Wassim Abloul alias «Abdelghani», officier des «affaires réservées» et Boualem Boualem, directeur de cabinet et chef d'orchestre des opérations de surveillance, de corruption, d'intimidation ou d'élimination d'opposants. Pour les enquêteurs français, il ne fait plus de doute que l'affaire Amir DZ a été pensée, validée et pilotée depuis Alger. Un schéma qui confirme que le régime algérien ne se contente plus de

bâillonner ses citoyens chez lui. Il exporte sa répression au cœur même de l'Europe. Par Tarik Qattab source

: https://fr.le360.ma/monde/affaire-amir-dz-la-justice-francaise-emet-un-mandat-darret-international-contre-un-haut-diplomate_L5TQAKTLYBDNBDWSQ6CDE3F73A/

Juvénal

0